



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2025

Mairie de LIMAY

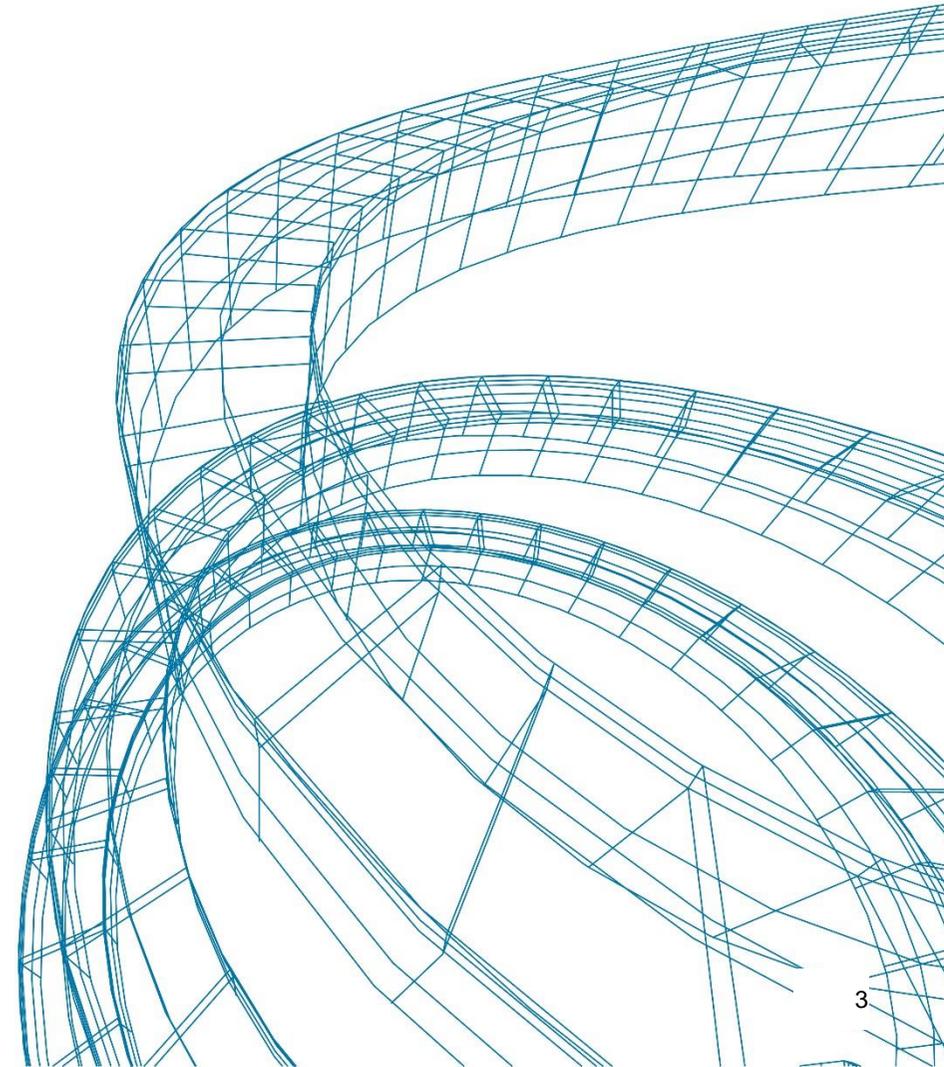
17/03/2025

# TABLE DES MATIÈRES

01	INTRODUCTION	3
02	CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET LÉGISLATIVE	6
2.1	L'ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	7
2.2	LE CONTEXTE DES FINANCES LOCALES	14
03	LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA VILLE DE LIMAY	18
3.1	COMPTE ADMINISTRATIF 2024 PROVISoire	19
3.2	ANALYSE DE L'ENDETTEMENT AU 1ER JANVIER 2025	26
04	LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025	29
4.1	LES PRIORITÉS DU BUDGET 2025 DANS UN CONTEXTE INCERTAIN	30
4.2	LES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	33
4.3	LES ORIENTATIONS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	41
4.4	ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES BUDGET SEPF	45

# 01

# INTRODUCTION



## 1.1. INTRODUCTION

**Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB)** est un exercice réglementaire imposé par l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Sa vocation est d'éclairer les choix qui détermineront les priorités budgétaires et l'évolution de la situation financière de la commune.

Il est en pris acte par une délibération spécifique du Conseil Municipal à caractère non décisionnel.

Suite à la mise en œuvre de la M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2024, **le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB)** doit être présenté au Conseil Municipal dans les dix semaines précédant le vote du budget primitif conformément à l'article L5217-10-4 du CGCT. Il vise à compléter **l'information économique et financière de l'assemblée délibérante dans la perspective du vote ultérieur du budget et constitue à ce titre une étape fondamentale du cycle budgétaire**.

Le contenu du ROB définie notamment par l'article D.2312 du CGCT qui prévoit que, pour les communes de plus de 3 500 habitants, ce rapport comprend principalement:

- **Les orientations budgétaires envisagées** portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les relations financières entre la collectivité et son intercommunalité
- **Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette et les perspectives pour le projet de budget**. On retrouve notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le ROB comporte en outre des informations relatives à la structure des effectifs et aux dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget (évolution de la masse salariale).

## 1.1. INTRODUCTION

Le ROB est aussi l'occasion de positionner la collectivité dans un environnement territorial élargi en présentant les éléments de contexte susceptibles de l'impacter et d'exposer la situation financière de la collectivité ainsi que ses choix budgétaires et les projections financières en résultant.

La loi prévoit également que le rapport relatif au DOB est mis en ligne dans des conditions garantissant gratuité et facilité d'accès par le public pour consultation comme pour téléchargement. Cette mise à disposition du public intervient dans un délai d'un mois à compter de la date du débat d'orientations budgétaires en Conseil Municipal.

**Il est ainsi proposé ci-après le rapport d'orientations budgétaires 2025 qui permettra au Conseil Municipal de débattre.**

**Les indications fournies dans ce document le sont à titre indicatif, basées sur les données estimées (clôture budgétaire en cours) et sont donc susceptible d'évoluer.**

# 02

## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET LÉGISLATIVE

2.1 L'ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS  
MACROÉCONOMIQUES

7

2.2 LE CONTEXTE DES FINANCES LOCALES

14

# 02

## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET LÉGISLATIVE

- 2.1 L'ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS  
MACROÉCONOMIQUES 7
- 2.2 LE CONTEXTE DES FINANCES LOCALES 14

## 2.1. L'ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

### Sur le plan international:

En septembre 2024, l'économie mondiale montrait des signes de reprise avec une croissance modérée et une inflation en baisse. Selon l'OCDE, la croissance mondiale a été soutenue au premier semestre de 2024. La croissance mondiale est estimée à 3,2% pour 2024 avec une légère augmentation prévue pour 2025 (3,5%). L'activité mondiale est principalement tirée par les économies émergentes, malgré le ralentissement de la Chine. Dans les pays avancés, la croissance reste dynamique aux Etats-Unis et plus modérée et variée dans la zone Euro. Par exemple: l'Allemagne affiche une croissance stagnante, tandis que l'Espagne montre une dynamique plus forte. Les tensions géopolitiques accrues constituent un risque majeur pouvant affecter ces prévisions.

Ce contexte international influence forcément les indicateurs de l'économie française, que le gouvernement a pris en compte dans l'élaboration du budget 2025 de l'Etat ainsi que les collectivités territoriales. Les décisions de la BCE (Banque Centrale Européenne) concernant la baisse ou non des taux directeurs ont un impact direct sur la dette des collectivités, surtout pour les communes qui, à ce stade du mandat doivent financer la réalisation de leur programme d'investissement.

### Sur le plan national:

L'économie française devrait enregistrer une croissance de 1,1% en 2025 selon l'INSEE et 0,9% selon la Banque de France. L'évolution de la situation politique et budgétaire en France constitue un aléa important, tout comme les tensions géopolitiques et commerciales sur le plan international.

Les deux institutions ne prévoient pas de rebond de l'activité en 2025.

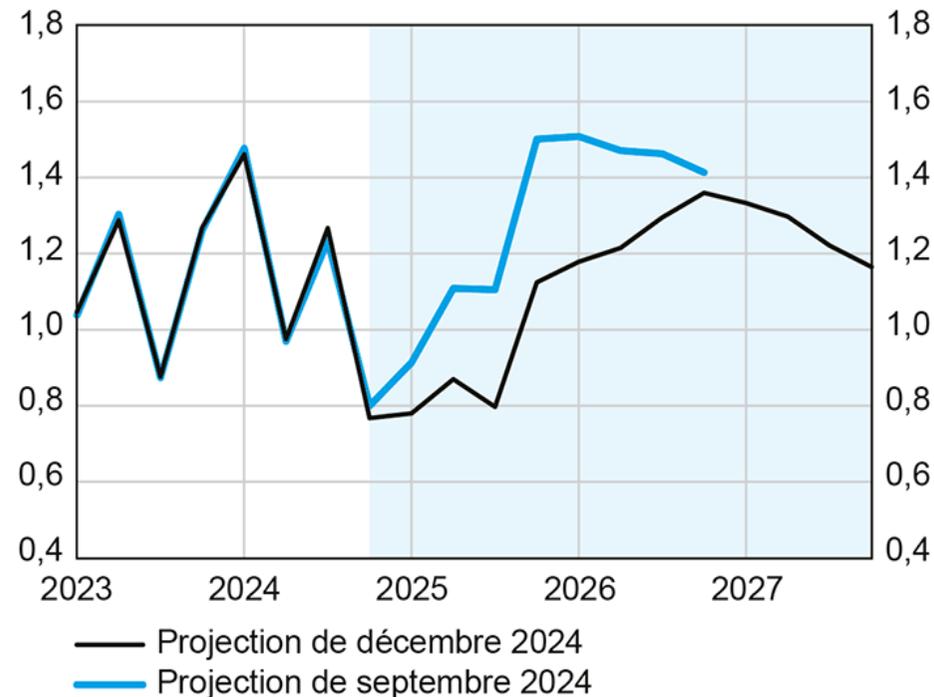
## 2.1. L'ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

### Produit Intérieur Brut

Selon l'INSEE, **la France**, déjà pénalisée au même titre que d'autres pays européens par la faiblesse de l'investissement liée à des conditions d'emprunt restrictives, de même qu'une consommation ralentie et un niveau d'épargne élevé, **pâtit depuis l'été 2024 d'une forte incertitude politique et budgétaire.**

Le PIB a stagné au 4<sup>ème</sup> trimestre (0,00%), par contrecoup des Jeux Olympiques qui avaient soutenu l'activité durant l'été puis devrait croître au 1<sup>er</sup> semestre 2025 (+0,2%).

La Banque de France, anticipe une reprise décalée à 2026 et 2027. Après un ralentissement en 2025 (+0,9%), la croissance serait plus soutenue en 2026 et 2027 (+1,3% chaque année) liée à un regain des consommations des ménages, et une reprise de l'investissement privé sous l'effet de la détente des taux d'intérêt.



### Croissance du PIB réel

Source: Insee jusqu'au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024

## 2.1. L'ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

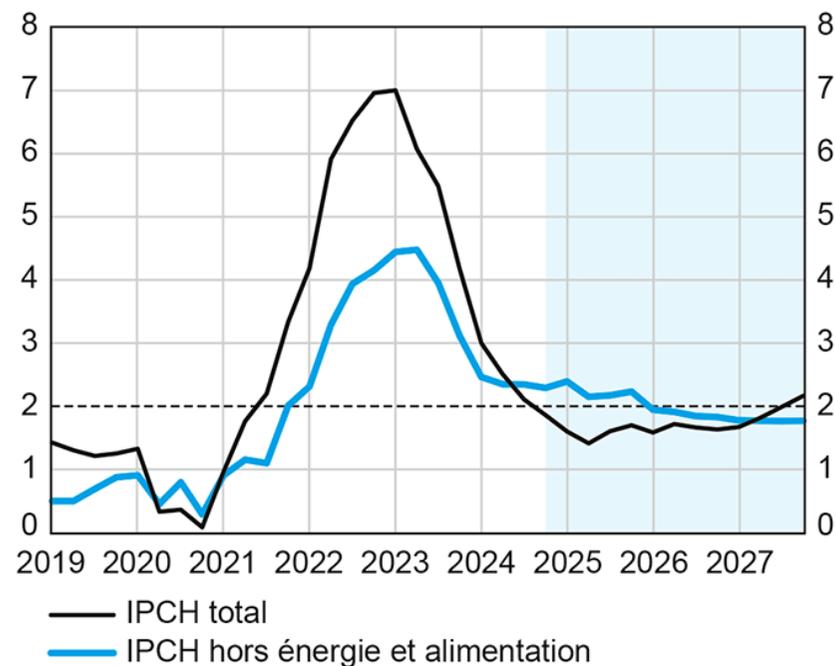
### Inflation

L'inflation poursuit son repli, passant de +4,2% au dernier trimestre 2023 à +2,5% au deuxième trimestre 2024. Elle s'établit à 2,7% en juillet et +2,2% en août. Pour autant, l'instabilité géopolitique mondiale laisse planer un risque de remontée de l'inflation.

Pour l'avenir, l'évolution des prix sera marquée par la baisse annoncée du coût de l'énergie. L'inflation des services a entamé sa décrue et devrait poursuivre son repli. Au total, la projection de l'inflation publiée par la Banque de France pour 2024 s'établit à +2,5%.

En 2025, la prévision d'inflation serait confirmée à la baisse à +1,5% et 1,7% pour 2026.

En dépit du ralentissement de l'inflation annoncé pour 2025, les dépenses des collectivités resteront impactées par les prix élevés des derniers exercices qui ont été contractualisés dans les marchés encore en cours. De plus, le « panier du maire » qui est un indice spécifique aux achats des collectivités est toujours supérieur à l'inflation.



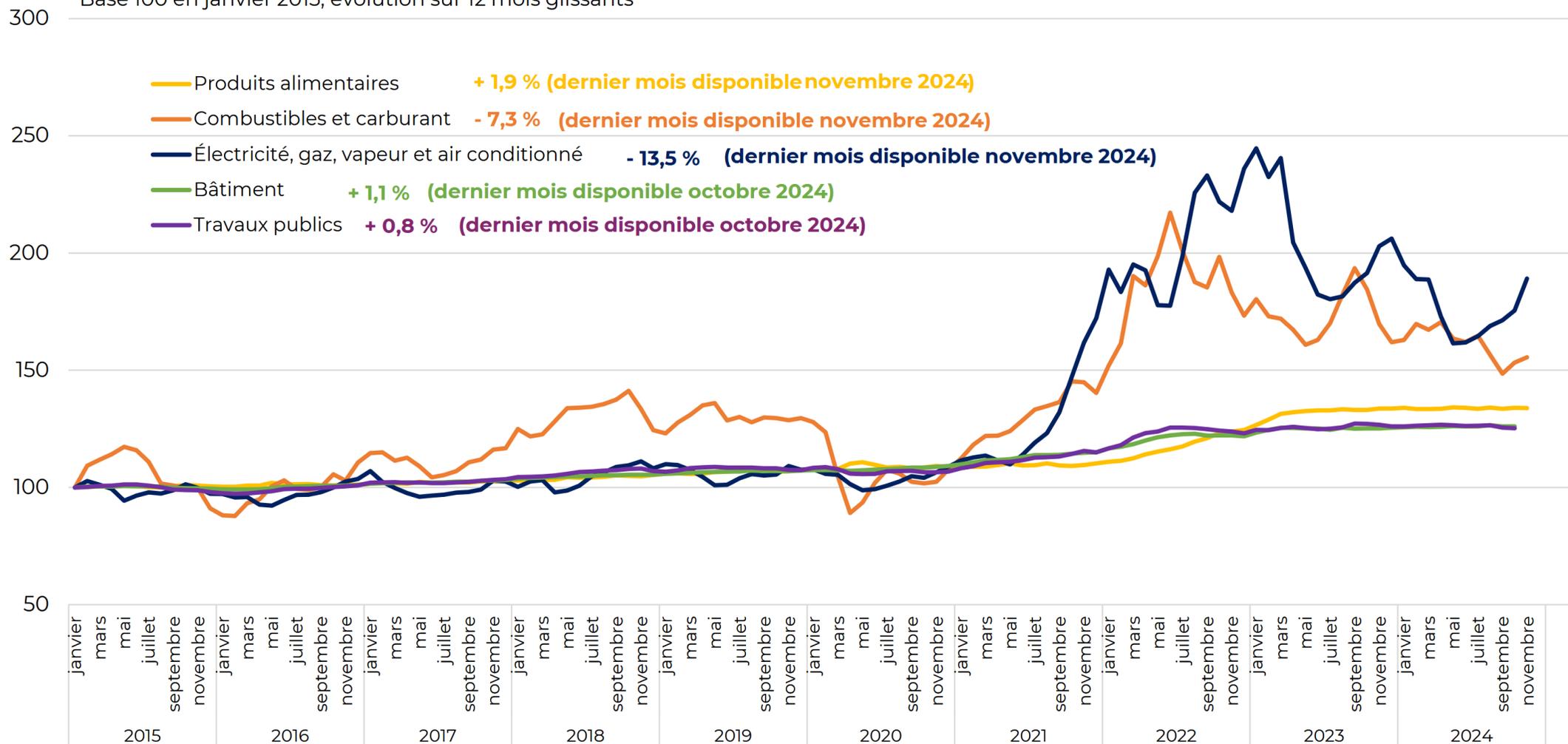
### Indice des prix à la consommation harmonisé

Source: Insee jusqu'au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024

## 2.1. L'ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

### Indices de prix impactant la dépense locale

Base 100 en janvier 2015, évolution sur 12 mois glissants



Source : [Indices Insee](#), calculs La Banque Postale

©La Banque Postale

## 2.1. L'ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

### Chômage

Concernant les prévisions sur l'emploi, la Banque de France estime que le taux de chômage remonterait à 7,6% en 2025 avant de reprendre une légère décrue grâce à la reprise de l'activité pour s'établir à 7,3% fin 2026.

### Déficit et Dette publique

Les finances publiques sont caractérisées en 2024 par un déficit public inédit depuis la crise économique de 2008, atteignant 157 Milliard d'euros soit 5,6% du PIB et pouvant monter à 6,2% en 2025 selon les prévisions du Trésor français, un niveau bien supérieur aux règles européennes (Traité de Maastricht) fixant le déficit à 3% du PIB.

Cette hausse du déficit public contribue à l'augmentation du stock de dette publique qui s'établit à la fin du premier trimestre 2024 à 3 160 Milliards d'euros. En pourcentage de PIB, cela représente 110,7% loin des critères de Maastricht fixés à 60%.

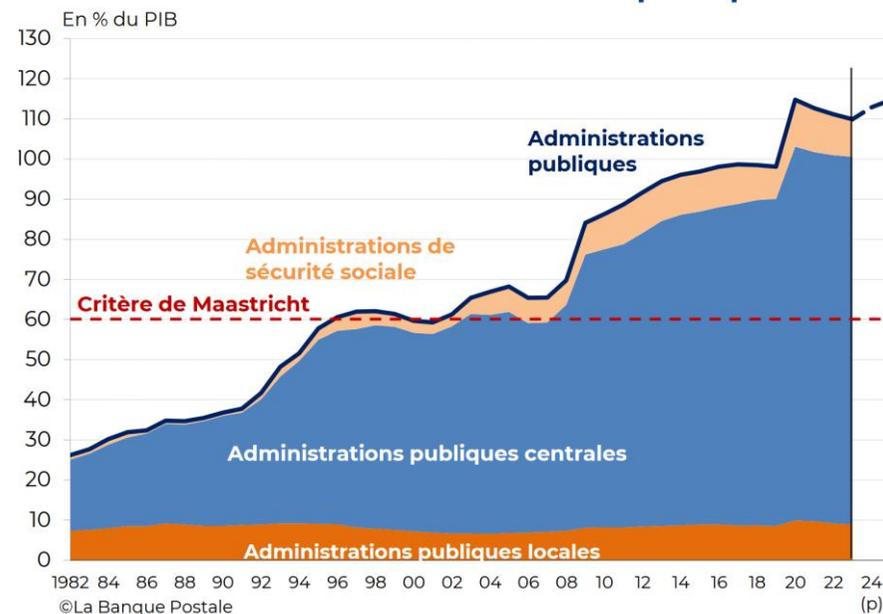
Dans ce contexte, la volonté du gouvernement de mettre à contribution les collectivités locales aura un effet pénalisant pour la capacité à investir alors que de nombreux investissements sont déjà contractualisés.



### Taux de chômage

Source: Insee jusqu'au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024

### La dette des administrations publiques



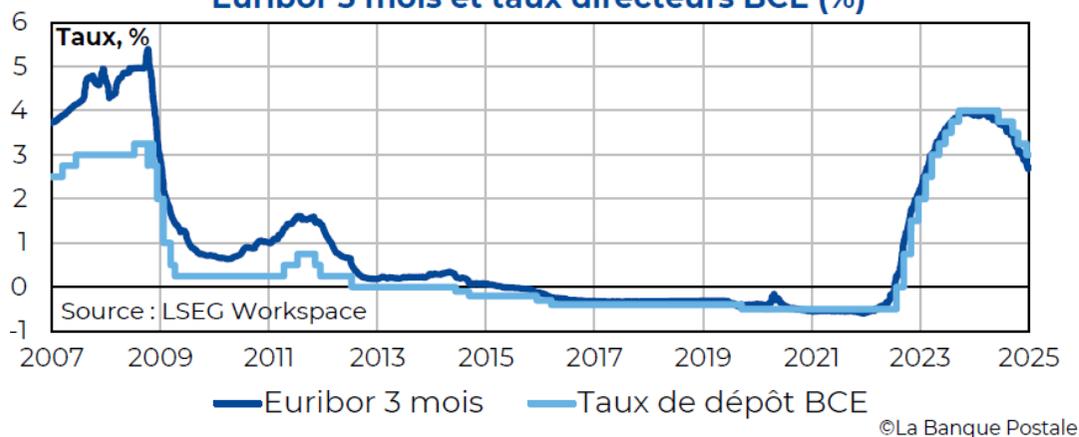
## 2.1. L'ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

### Taux d'intérêt

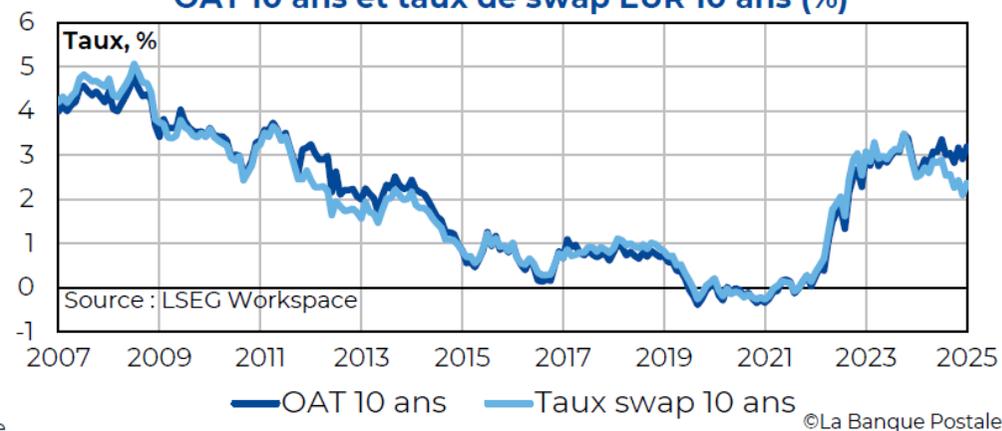
La baisse de l'inflation en lien avec la baisse des taux directeurs de la banque Centrale Européenne (BCE) ont permis un léger repli des taux d'intérêts, enclenché en 2024 et poursuivi en 2025. Au regard des courbes, les taux courts subissent une réelle baisse afin de s'établir autour des 2%, voire légèrement moins en cas de ralentissement plus marqué de la croissance.

Les prévisions présentent, par contre, une certaine stabilité des taux longs autour de 3%. Ces tendances à la baisse constituent des éléments intéressants pour les collectivités et notamment Limay au regard des besoins de financement à venir.

Euribor 3 mois et taux directeurs BCE (%)



OAT 10 ans et taux de swap EUR 10 ans (%)



# 02

## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET LÉGISLATIVE

2.1 L'ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS  
MACROÉCONOMIQUES

7

2.2 LE CONTEXTE DES FINANCES LOCALES

14

## 2.2. LE CONTEXTE DES FINANCES LOCALES

### Loi Spéciale des finances locales

- La démission du Gouvernement le 5 décembre 2024 (consécutives à la censure du Gouvernement, après le recours à l'article 49.3 de la Constitution pour le vote du PLFSS) a enclenché la nécessité de promulguer le 20 décembre 2024 **la Loi Spéciale issue de l'article 47 de la Constitution et l'article 45 de la LOLF**. La mise en œuvre de la Loi Spéciale s'est traduite par un décret, publié le 30 décembre, qui vise à couvrir les besoins des missions et programmes budgétaires pour démarrer la gestion 2025, avec des ouvertures de crédits dans la limite de ce que prévoyait la Loi de Finances pour 2024.
- **La Loi Spéciale ne remplace alors pas le budget, elle autorise seulement la perception des impôts et les ressources publiques nécessaires au financement des dépenses publiques essentielles**. La Loi dispose de seulement quatre articles reprenant ces éléments dans l'attente du vote de la Loi de Finances pour 2025.
- Ainsi, concrètement, la Loi Spéciale permet au Gouvernement de prendre un décret afin :
  - **D'ouvrir les crédits uniquement pour les services votés et dans la limite des crédits inscrits en Loi de Finances 2024**
  - **De maintenir la continuité des services publics**
  - **De ne pas pouvoir réaliser de dépenses nouvelles (sauf urgence nationale)**
- Il est mentionné au sein de la Loi Spéciale que celle-ci et ses principes s'appliquent à l'Etat, ses organismes, aux établissements de sécurité sociale et aux collectivités territoriales dans le respect du principe de libre administration.

## 2.2. LE CONTEXTE DES FINANCES LOCALES

### Loi de Finances 2025

- **Depuis le 15 janvier 2025, le Sénat a repris l'examen du projet de Loi de Finances pour 2025.** Faute d'accord entre les deux chambres, une Commission mixte paritaire (CMP) s'est réunie le 30 janvier 2025. Le vote du texte issu de la CMP prévu le 3 février à l'Assemblée nationale et le 7 février au Sénat a finalement été adopté.
- En effet, après le recours à l'article 49.3 de la Constitution pour le vote du Projet de Loi de Finances pour 2025 et suite au rejet de la motion de censure déposée, la Loi de Finances pour 2025 a été définitivement adoptée par le Parlement le 6 février 2025.
- **Les principaux points concernant les collectivités locales sont les suivants:**
  - Gel de la TVA versée aux collectivités locales concernées (dont les EPCI à fiscalité propre en contrepartie de la suppression de la THRP et CVAE), permettant d'économiser 1,2 milliards d'euros à l'Etat ;
  - **Conservation du taux de FCTVA au même niveau que le taux 2024 ;**
  - Mise en place d'un dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités (DILICO) les plus favorisées, soit environ 2099 collectivités selon Bercy. Ce dispositif permettra de mettre en réserve environ 1 Mds € (dont 500 M€ pour le bloc communal) ;
  - **Mise à jour de la valeur forfaitaire de la Taxe d'Aménagement**
  - **Hausse de l'enveloppe de DSU et DSR: 290M€**
  - **Hausse de l'enveloppe de la DGF de 150M€ en prélèvement sur le montant de la DSIL ;**
  - **Diminution de la DCRTP de 429M€ et diminution des FDPTP de 58M€.**
  - Baisse du Fonds Vert de 1,35 milliards d'euros ;
  - **Revalorisation des valeurs locatives cadastrales de 1,7%**
  - **Hausse des cotisations patronales CNRACL**
  - **Fraction de correction des potentiels fiscaux/financiers et de l'effort fiscal**
  - Enfin, la Loi de Finances prévoit un déficit de 5,4% du PIB et une croissance de 0,9% et une inflation de 1,4%

## 2.2. LE CONTEXTE DES FINANCES LOCALES

### Bilan estimé des finances locales 2024

- Le contexte des finances locales est marqué, en 2024, par un **recul du niveau des épargnes brutes toutes strates de collectivités confondues** (avec néanmoins un recul moins fort pour les EPCI). Les dépenses de fonctionnement évoluent plus rapidement que les recettes de fonctionnement, accentuant ainsi l'effet ciseaux pour les collectivités et EPCI. Ce constat pose dès lors la question de la soutenabilité financière des collectivités territoriales face à leurs encours de dette.
- Parallèlement, **le niveau des investissements est resté soutenu en 2024** et notamment pour les EPCI à fiscalité propre, avec un investissement de +9,3% par rapport à 2023.
- L'encours de dette augmente pour toutes strates de collectivités confondues mais représente autour de 7% du PIB, avec une tendance à la baisse depuis 2021.



#### Finances des régions & collectivités territoriales uniques 2024 (estimations et évolutions)\*

Recettes de fonct.	31,4Md€	+2,1%
Dépenses de fonct.	25,5Md€	+3,8%
Épargne brute	5,8Md€	-5,1%
Investissement**	14,3Md€	+4,6%
Encours de dette	37,1Md€	+4,9%

#### Finances des communes 2024 (estimations et évolutions)\*

Recettes de fonct.	99,5Md€	+2,5%
Dépenses de fonct.	86,0Md€	+4,4%
Épargne brute	13,5Md€	-7,8%
Investissement**	29,2Md€	+8,3%
Encours de dette	66,5Md€	+1,4%

#### Finances des EPCI à fiscalité propre 2024 (estimations et évolutions)\*

Recettes de fonct.	53,7Md€	+2,8%
Dépenses de fonct.	46,6Md€	+3,8%
Épargne brute	7,1Md€	-3,5%
Investissement**	13,1Md€	+9,3%
Encours de dette	30,3Md€	+3,1%

©La Banque Postale, **prévisions publiées le 25 septembre 2024**

# 03

## LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA VILLE DE LIMAY

3.1	COMPTE ADMINISTRATIF 2024 PROVISoire	19
3.2	ANALYSE DE L'ENDETTEMENT AU 1ER JANVIER 2025	26

# 03

## LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA VILLE DE LIMAY

3.1	COMPTE ADMINISTRATIF 2024 PROVISoire	19
3.2	ANALYSE DE L'ENDETTEMENT AU 1ER JANVIER 2025	26

### 3.1. COMPTE ADMINISTRATIF 2024 PROVISOIRE

K€	2023	2024 PROVISOIRE
Dépenses Réelles de fonctionnement (hors charges financières et exceptionnelles)	23 622 k€	23 713 k€
Recettes Réelles de fonctionnement (hors produits de cession)	25 914 k€	26 882 k€
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>2 292 k€</b>	<b>3 169 k€</b>
<b>Charges financières</b>	<b>555 k€</b>	<b>610 k€</b>
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>1 736 k€</b>	<b>2 559 k€</b>
<b>TAUX D'EPARGNE BRUTE</b>	<b>6,70%</b>	<b>9,52%</b>
<b>Remboursement en capital</b>	<b>1 764 k€</b>	<b>1 879 k€</b>
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>-28 k€</b>	<b>680 k€</b>
Recettes réelles d'investissement (hors emprunt)	314 k€	316 k€
Dépenses d'équipement	3 291 k€	3 629 k€
Emprunt nouveau	2 000 k€	2 000 k€
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>-589 k€</b>	<b>-637 k€</b>
Résultat reporté	415 k€	-174 k€
<b>SOLDE GLOBAL DISPONIBLE</b>	<b>-174 k€</b>	<b>-810 k€</b>
<b>Restes à réaliser</b>	<b>-818 k€</b>	<b>-83 k€</b>
<b>SOLDE GLOBAL DE CLOTURE</b>	<b>-992 k€</b>	<b>-893 k€</b>
<b>Encours de dette au 31/12</b>	<b>18 403 k€</b>	<b>18 553 k€</b>
<b>Capacité de désendettement en années</b>	<b>10,60</b>	<b>7,25</b>

Les épargnes sont en hausse en 2024 grâce à des dépenses de fonctionnement contenues. En effet, les recettes ont augmenté plus rapidement que les dépenses venant améliorer les différentes épargnes de la commune. Hausse des dépenses sur un an: +0,4%. Hausse des recettes sur un an: +3,7% ainsi l'épargne nette redevient positive en 2024.

Néanmoins, les remboursements en intérêts et en capital de l'emprunt de 2M€ contracté en 2023 ont augmentés: +170k€ d'échéance.

Enfin, les dépenses d'investissement de l'année 2024 ont été majoritairement financées par l'emprunt comme l'année dernière. Malgré des épargnes en hausse, le résultat de l'exercice est négatif à 641k€.

**En ajoutant les déficits de l'année 2023, le solde global disponible est négatif à – 810k€.**

### 3.1. COMPTE ADMINISTRATIF 2024 PROVISOIRE

Dépenses de fonctionnement	CA 2023	CA 2024 anticipé	Taux Evolution
011 - Charges à caractère général	5 285 719 €	5 289 278 €	
012 - Charges de personnel	17 504 277 €	17 447 904 €	
65 - Autres charges de gestion courantes	832 058 €	976 094 €	
66 - Charges financières	555 403 €	610 094 €	
67 - Charges exceptionnelles	12 212 €	1 549 €	
68 - Dotations aux provisions	0 €	0 €	
<b>Total dépenses réelles</b>	<b>24 189 669 €</b>	<b>24 324 919 €</b>	<b>0,56%</b>

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 24,3M€ au titre de l'exercice 2024 selon les estimations de clôture budgétaire.

Les dépenses de fonctionnement (y compris les charges financières et exceptionnelles) ont augmenté de **0,56% par rapport à 2023**.

- On notera notamment **une faible évolution des charges à caractère général** malgré encore une inflation importante en 2024. Cela est notamment lié à la diminution du coût de l'énergie
- **Les charges de personnel** ont diminué de 56k€ malgré les évolutions législatives (Hausse du point d'indice au 1<sup>er</sup> janvier 2024), le GVT (+2,5%) et attribution de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle (100K€). Un réel travail a été effectué sur la masse salariale.
- **Les charges de gestion courante** ont notamment évolué avec la subvention du CCAS passée de 500k€ à 600k€
- L'augmentation des **charges financières** est liée aux intérêts des emprunts contractés en 2023.

### 3.1. COMPTE ADMINISTRATIF 2024 PROVISOIRE

Recettes de fonctionnement	CA 2023	CA 2024 anticipé	Taux Evolution
013 - Atténuations de charges	118 296 €	204 120 €	
70 - Produits des services	1 617 358 €	1 711 783 €	
73 - Impôts et taxes sauf fiscalité locale	7 195 580 €	7 420 085 €	
731 - Fiscalité locale	10 172 338 €	10 226 778 €	
74 - Dotations et participations	6 721 306 €	7 118 139 €	
75 - Autres recettes de gestion courante	88 804 €	201 493 €	
76 - Produits financiers	254 €	348 €	
77 - Produits spécifiques	429 216 €	86 €	
<b>Total recettes réelles</b>	<b>26 343 153 €</b>	<b>26 882 832 €</b>	<b>2,05%</b>

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 26,9M€ au titre de l'exercice 2024 selon les estimations de clôture budgétaire.

Les recettes de fonctionnement (y compris financières et exceptionnelles) ont augmenté de **2,05% par rapport à 2023** alors même qu'aucune vente de biens ou terrains n'a été réalisée en 2024.

- **Les produits des services** sont en évolution mais comprennent également des rattrapages de facturation de 2023 (périscolaire, social et culturel).
- **La hausse des impôts et taxes (hors fiscalité locale)** est principalement dû à l'augmentation du FSRIF de 200k€ en 2024. Ce poste est normalement stable puisqu'il est composé des Attributions de Compensations (4M€) versées par GPSEO et du FNGIR (2,3M€).
- **L'augmentation de la fiscalité locale** provient principalement des évolutions de bases fiscales (valeurs locatives cadastrales: **+3,9% en 2024**) liées à la loi de finances 2024 puisqu'il n'y a pas eu d'augmentation des taux de fiscalité. Cette hausse permet de contenir une forte diminution de la Taxe sur les droits de Mutations (-133k€) et la Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (-67k€).
- **L'augmentation des dotations et participations** provient notamment de la refacturation de frais à GPSEO concernant la reprise de la compétence propreté urbaine et espaces verts à hauteur de 508k€. On notera l'arrêt de perception du filet de sécurité énergétique de l'Etat (420k€).
- Enfin, la hausse des autres recettes de gestion courante provient en particulier d'un remboursement d'assurance suite à un incendie survenu en 2023.

### 3.1. COMPTE ADMINISTRATIF 2024 PROVISOIRE

Dépenses d'investissements	CA 2023	CA 2024 anticipé
16 - Emprunts et dettes assimilées	1 764 986 €	1 881 701 €
20 - Immobilisations incorporelles	26 158 €	202 617 €
204 - Subventions d'équipement versées	828 035 €	1 828 035 €
21 - Immobilisations corporelles	2 169 €	1 113 748 €
23 - Immobilisations en cours	2 434 659 €	249 521 €
27 - Autres immobilisations financières	0 €	235 000 €
Déficit investissement N-1	214 902 €	1 564 990 €
<b>Total dépenses réelles</b>	<b>5 270 909 €</b>	<b>7 075 612 €</b>

Les dépenses d'investissements s'élèvent à 7M€ au titre de l'exercice 2024 selon les estimations de clôture budgétaire.

- La hausse du **remboursement en capital de la dette** est liée aux emprunts contractés en 2023
- Chaque année, Limay verse des **Attributions de compensation d'investissement à GPSEO à hauteur de 828k€**.
- **Les autres investissements** ont notamment concerné les équipements ou travaux suivants:
  - Achat de matériels et véhicules
  - Achats de mobiliers urbains (abris conteneurs, corbeilles,...)
  - Travaux dans les écoles (cour d'école Bois aux Moines)
  - Travaux espaces publics (Ruelles de la Réunion,...)
  - Aire de jeux du secteur gare
  - Acquisitions foncières (îles, rue Nationale)
  - Travaux local commercial centre-ville
  - Participation à l'opération d'aménagement du centre-ville
  - Travaux d'aménagement de la parcelle pour la Compagnie des Contraires
  - Etudes groupes scolaire (programme techniques, programmes environnementales, études,...)
  - P3 du marché de performance énergétique
  - Travaux d'étanchéité sur le patrimoine communal
  - Schéma Directeur Immobilier Energétique (première tranche)
  - Remplacement de baies à Ferdinand Buisson
  - Remise en peinture d'un bâtiment au centre de loisirs
  - Achat de matériel informatique (ENI,...)
- Enfin, Limay a reporté un **déficit d'investissement de 2023 s'élevant à 1,56M€**.

### 3.1. COMPTE ADMINISTRATIF 2024 PROVISOIRE

Recettes réelles d'investissements	CA 2023	CA 2024 anticipé
10 - Dotations, fonds divers et réserves (FCTVA)	274 262 €	204 736 €
13 - Subventions d'investissement	37 031 €	109 222 €
16 - Emprunts et dettes assimilées	2 002 355 €	2 002 170 €
024 - Cessions des immobilisations	0 €	0 €
Excédents de fonctionnement N-1	629 901 €	1 391 114 €
<b>Total recettes réelles</b>	<b>2 943 549 €</b>	<b>3 707 242 €</b>

Les recettes d'investissements s'élèvent à 3,7M€ au titre de l'exercice 2024 selon les estimations de clôture budgétaire.

- 204k€ concernant **le FCVTA et la Taxe d'Aménagement**
- 109k€ de **subventions d'investissements. Plusieurs subventions initialement inscrites au BP 2024 n'ont pas été obtenues ou d'autres non pas encore été perçues.**
- **Un emprunt de 2M€.**
- Enfin, Limay a versé intégralement **sont excédent de fonctionnement 2023 pour venir financer les investissements de la commune. Ce dernier s'élève à 1,39M€.**

### 3.1. COMPTE ADMINISTRATIF 2024 PROVISOIRE

	CA 2023	CA 2024 anticipé
Dépenses réelles de fonctionnement	24 189 669 €	24 324 919 €
Dépenses d'ordres de fonctionnement	2 161 374 €	1 229 639 €
<b>Total</b>	<b>26 351 043 €</b>	<b>25 554 558 €</b>

Recettes réelles de fonctionnement	26 343 153 €	26 882 832 €
Recettes d'ordre de fonctionnement	1 399 004 €	1 396 414 €
<b>Total</b>	<b>27 742 157 €</b>	<b>28 279 246 €</b>

<b>Solde de fonctionnement</b>	<b>1 391 114 €</b>	<b>2 724 688 €</b>
--------------------------------	--------------------	--------------------

	CA 2023	CA 2024 anticipé
Dépenses réelles d'investissement	5 270 909 €	7 075 612 €
Dépenses d'ordres d'investissement	1 399 004 €	1 396 414 €
<b>Total</b>	<b>6 669 914 €</b>	<b>8 472 026 €</b>

Recettes réelles d'investissement	2 943 549 €	3 707 242 €
Recettes d'ordre d'investissement	2 161 374 €	1 229 639 €
<b>Total</b>	<b>5 104 923 €</b>	<b>4 936 881 €</b>

<b>Solde d'investissement</b>	<b>-1 564 990 €</b>	<b>-3 535 145 €</b>
-------------------------------	---------------------	---------------------

	CA 2023	CA 2024 anticipé
<b>Solde de clôture</b>	<b>-173 877 €</b>	<b>-810 458 €</b>

Le solde de fonctionnement s'élève pour 2024 à 2,7M€.

Le solde d'investissement s'élève pour 2024 à -3,5M€.

Le solde de clôture est ainsi négatif à – 810k€.

# 03

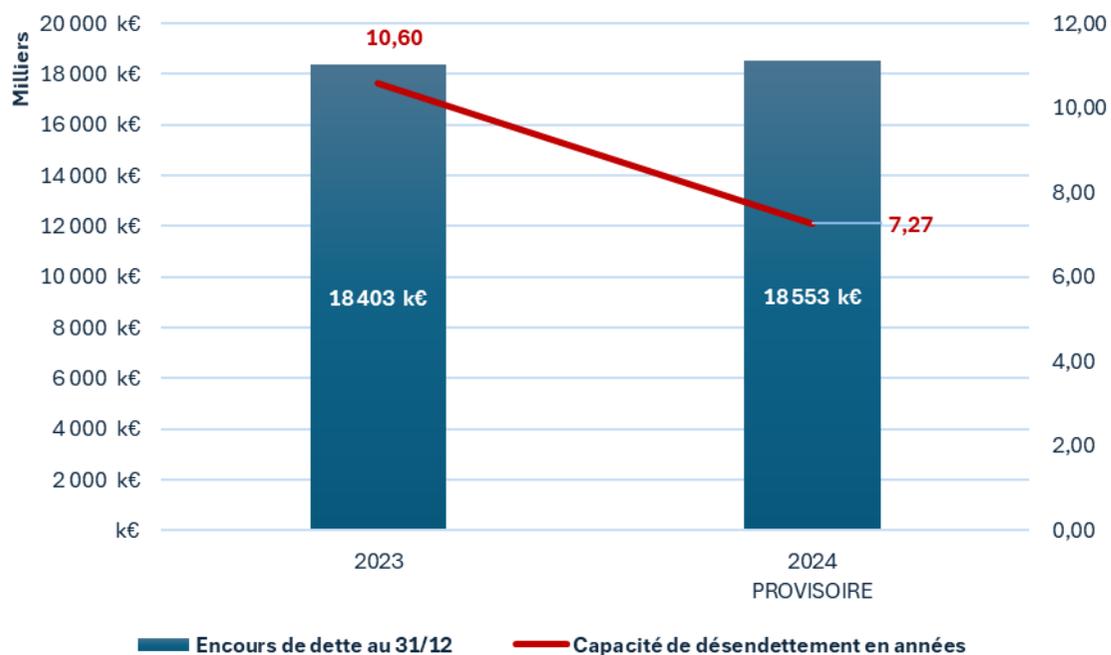
## LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA VILLE DE LIMAY

3.1	COMPTE ADMINISTRATIF 2024 PROVISoire	19
3.2	ANALYSE DE L'ENDETTEMENT AU 1ER JANVIER 2025	26

## 3.2. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT AU 1ER JANVIER 2025

Prêteur	Montant emprunté	CRD 31/12/2024	Annuité totale 2025	En Intérêts 2025	En Capital 2025	Nombre d'emprunts
ARKEA	2 485 117 €	1 276 669 €	240 028 €	9 419 €	230 609 €	1
BANQUE POSTALE	2 000 000 €	2 000 000 €	0 €	0 €	0 €	1
CAISSE D'EPARGNE	8 970 833 €	4 302 504 €	646 802 €	136 028 €	510 774 €	7
CREDIT AGRICOLE	5 610 000 €	4 294 717 €	373 504 €	56 914 €	316 590 €	5
DEXIA CL	931 723 €	677 801 €	239 051 €	24 247 €	214 804 €	1
SFIL CAFFIL	3 815 000 €	3 670 152 €	279 241 €	116 066 €	163 176 €	2
SOCIETE GENERALE	5 200 000 €	2 330 892 €	374 239 €	74 524 €	299 715 €	3
<b>TOTAL</b>	<b>29 012 673 €</b>	<b>18 552 735 €</b>	<b>2 152 865 €</b>	<b>417 197 €</b>	<b>1 735 668 €</b>	<b>20</b>

### Etat de la dette



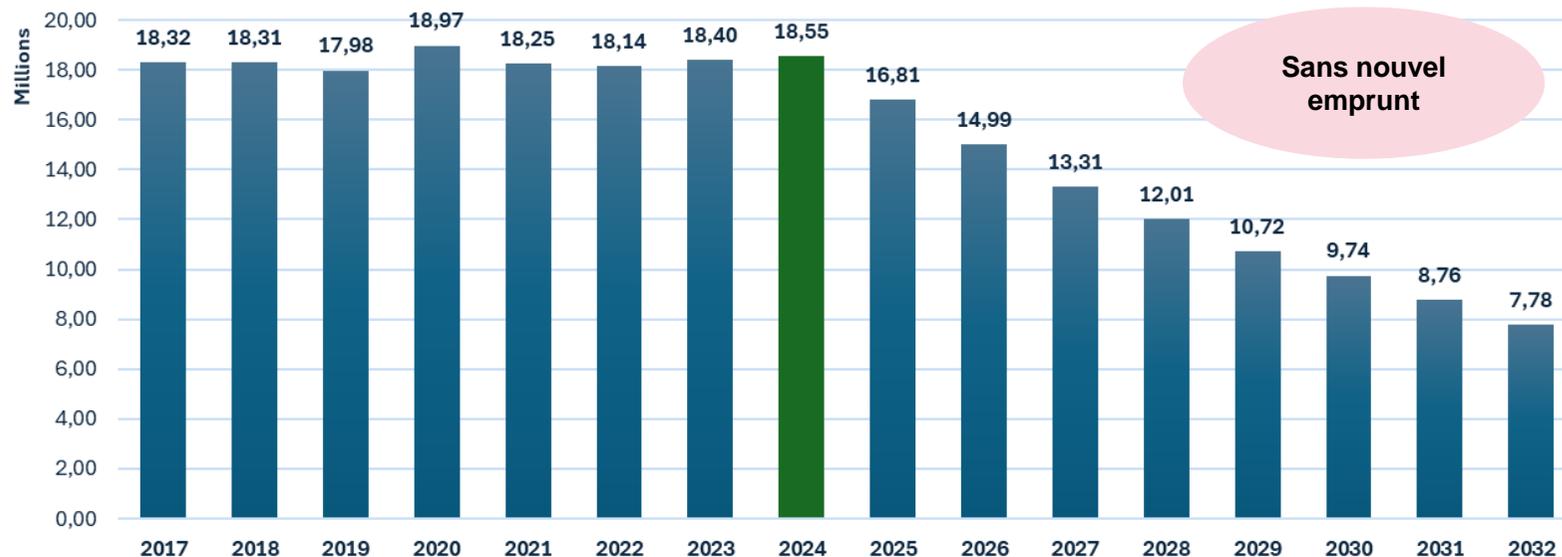
L'encours de la dette de la commune de Limay au 31/12/2024 s'élève à **18,55M€**. A fin 2023, la commune disposait d'une dette s'élevant à **18,40M€**.

**Ainsi, malgré une hausse de l'encours de dette, la capacité de désendettement est en diminution entre 2023 et 2024 passant de 10,6 années à 7,27 années grâce à une augmentation des épargnes comme vu précédemment.**

L'emprunt souscrit en 2024 de 2M€ auprès de la Banque Postale ne donne pas lieu à des remboursements en 2025 mais débutera en 2026.

## 3.2. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT AU 1ER JANVIER 2025

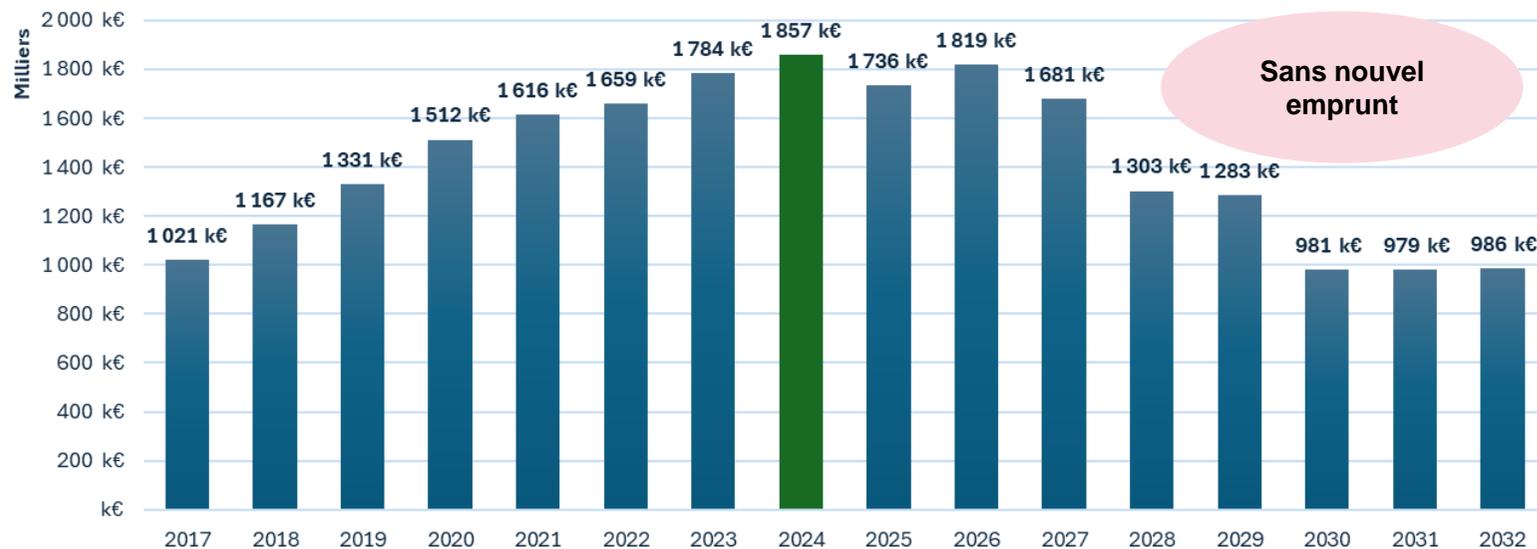
### Encours de dette au 31/12/N



Fin 2024, l'encours de dette s'élève à **18,55M€**.

L'encours de dette est ainsi stable sur les 8 dernières années.

### Amortissement du capital par année



Malgré un encours stable sur les 8 dernières années, le capital remboursé a été en constante augmentation **avec un pic en 2024 de 1,86M€** à rembourser et un prochain à venir en 2026 alors que l'emprunt de 2025 n'est pas encore réalisé.

# 04

## LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

- |     |   |    |
|-----|---|----|
| 4.1 | LES PRIORITÉS DU BUDGET 2025 DANS UN CONTEXTE INCERTAIN | 30 |
| 4.2 | LES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT        | 33 |
| 4.3 | LES ORIENTATIONS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT         | 41 |
| 4.4 | ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES BUDGET SEPF                    | 45 |

# 04

## LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

- |     |   |    |
|-----|---|----|
| 4.1 | LES PRIORITÉS DU BUDGET 2025 DANS UN CONTEXTE INCERTAIN | 30 |
| 4.2 | LES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT        | 33 |
| 4.3 | LES ORIENTATIONS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT         | 41 |
| 4.4 | ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES BUDGET SEPF                    | 45 |

## 4.1. LES PRIORITÉS DU BUDGET 2025 DANS UN CONTEXTE INCERTAIN

### Un contexte incertain depuis le début de la mandature

Depuis le début de cette mandature, le budget de la commune aura été marqué par des crises compliquant son élaboration:

- **Crise sanitaire en 2020/2021** dont les conséquences ont durablement impacté les finances publiques et explique en partie les déficits publics constatés aujourd'hui au niveau national
- **Crise énergétique**, résultant de l'indisponibilité importante du parc nucléaire français en **2022-2023**, mais surtout de fortes tensions internationales et d'une guerre en Ukraine qui s'est malheureusement installée dans la durée, entraînant la multiplication par deux des dépenses d'énergie
- **Crise inflationniste**, avec une inflation inédite depuis les années 1970 qui pèse lourdement sur le pouvoir d'achat des ménages et sur le tissu économique local mais aussi sur les collectivités comme la ville de Limay, confrontée à l'explosion des taux d'intérêts (multipliés par 4 en l'espace de 18 mois) et à la révision des marchés publics (jusqu'à 30% de hausse sur certains contrats)

L'année 2025 ne fera pas exception à ce contexte contraint et incertain, aux vus des conflits au Moyen-Orient ou en Ukraine et d'une inflation qui ralentit tout en se maintenant à un niveau élevé. Le budget communal devra encore supporter la hausse des prix des marchés publics, et les taux d'intérêts élevés (même en baisse) ne retrouveront pas leurs niveaux d'avant la crise inflationniste, entraînant une surcharge de remboursement plus importante.

## 4.1. LES PRIORITÉS DU BUDGET 2025 DANS UN CONTEXTE INCERTAIN

### Orientations du budget 2025: la stabilité vis-à-vis du BP 2024

#### - La masse salariale marquée par une augmentation structurelle:

- Hausse du point d'indice de 5 points au 1<sup>er</sup> janvier 2024 qui avait été augmenté de 1,5% au 1<sup>er</sup> juillet 2023 (et lui-même revalorisé de 3,5% en juillet 2022.) **Le point d'indice devrait rester gelé cette année** selon les déclarations du ministre de la Fonction Publique le 29 janvier 2025.
- Augmentation du SMIC avancé de 2 mois en novembre 2024 selon l'inflation. Une augmentation pourrait intervenir en cours d'année si l'indice des prix à la consommation augmente d'au moins 2% par rapport à l'indice constaté lors de l'établissement du dernier montant du Smic.
- Evolution naturelle de la masse salariale d'environ **+2,5% chaque année, liée au G.V.T** (Glissement Vieillesse Technicité)

#### - Dotations en stagnation: Selon le PLF 2025, la DGF 2025 devrait augmenter au détriment de l'enveloppe de DSIL et avec des diminutions de la DCRTP et FDPTP.

#### - Des taux d'intérêts toujours élevés (malgré une légère diminution)

#### - Une inflation en diminution mais estimée à 1,5% en 2025

Ainsi, le budget de la ville de Limay poursuit toujours les orientations suivantes en jouant sur la stabilité vis-à-vis du BP 24:

- **Maitriser les coûts de fonctionnement comme en 2024 et optimiser les ressources pour redresser la capacité d'autofinancement de la commune sur le long terme**
- **Ajuster le programme d'investissement et la consolidation des projets structurants**
- **Stabilité des taux d'imposition**
- **Poursuite de recherche de financement extérieurs et solutions innovantes en limitant au maximum l'augmentation de l'endettement communal (Fonds verts, DSIL, DPV, Région ...)**

# 04

## LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

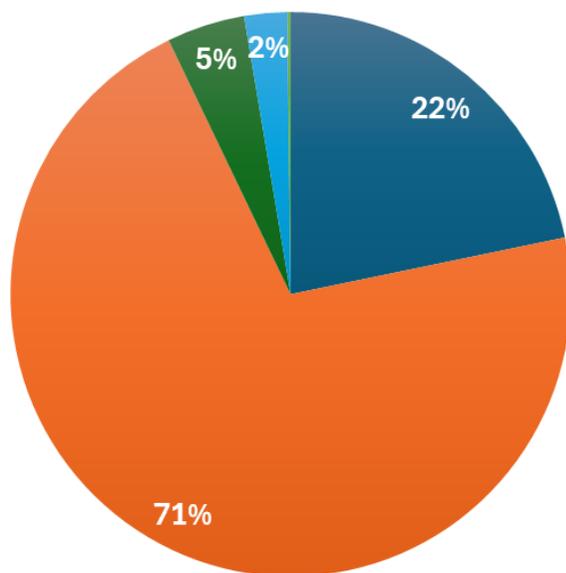
4.1	LES PRIORITÉS DU BUDGET 2025 DANS UN CONTEXTE INCERTAIN	30
4.2	LES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	33
4.3	LES ORIENTATIONS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	41
4.4	ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES BUDGET SEPF	45

## 4.2. LES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

### Dépenses de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	CA 2023	BP 2024	CA 2024 anticipé	BP 2025	Taux évolution
011 - Charges à caractère général	5 285 719 €	5 678 221 €	5 289 278 €	5 502 104 €	
012 - Charges de personnel	17 504 277 €	17 639 272 €	17 447 904 €	17 789 873 €	
65 - Autres charges de gestion courantes	832 058 €	1 037 842 €	976 094 €	1 129 407 €	
66 - Charges financières	555 403 €	674 363 €	610 094 €	618 000 €	
67 - Charges exceptionnelles	12 212 €	0 €	1 549 €	5 000 €	
68 - Dotations aux provisions	0 €	20 000 €	0 €	42 961 €	
<b>TOTAL</b>	<b>24 189 669 €</b>	<b>25 049 698 €</b>	<b>24 324 919 €</b>	<b>25 087 345 €</b>	<b>0,15%</b>

### Dépenses de fonctionnement BP 2025



- 011 - Charges à caractère général
- 012 - Charges de personnel
- 65 - Autres charges de gestion courantes
- 66 - Charges financières
- 67 - Charges exceptionnelles
- 68 - Dotations aux provisions

L'objectif de maintien des dépenses malgré la hausse des charges de personnel a fait l'objet d'un travail rigoureux. Ainsi, on constate une stagnation des dépenses proposées pour 2025.

Le premier poste de dépenses pour la commune de Limay restera **le personnel à plus de 71%**.

Les **charges à caractère général pour 22%** sont proposées en diminution vis-à-vis du BP 2024 et notamment grâce à la diminution des charges d'énergie.

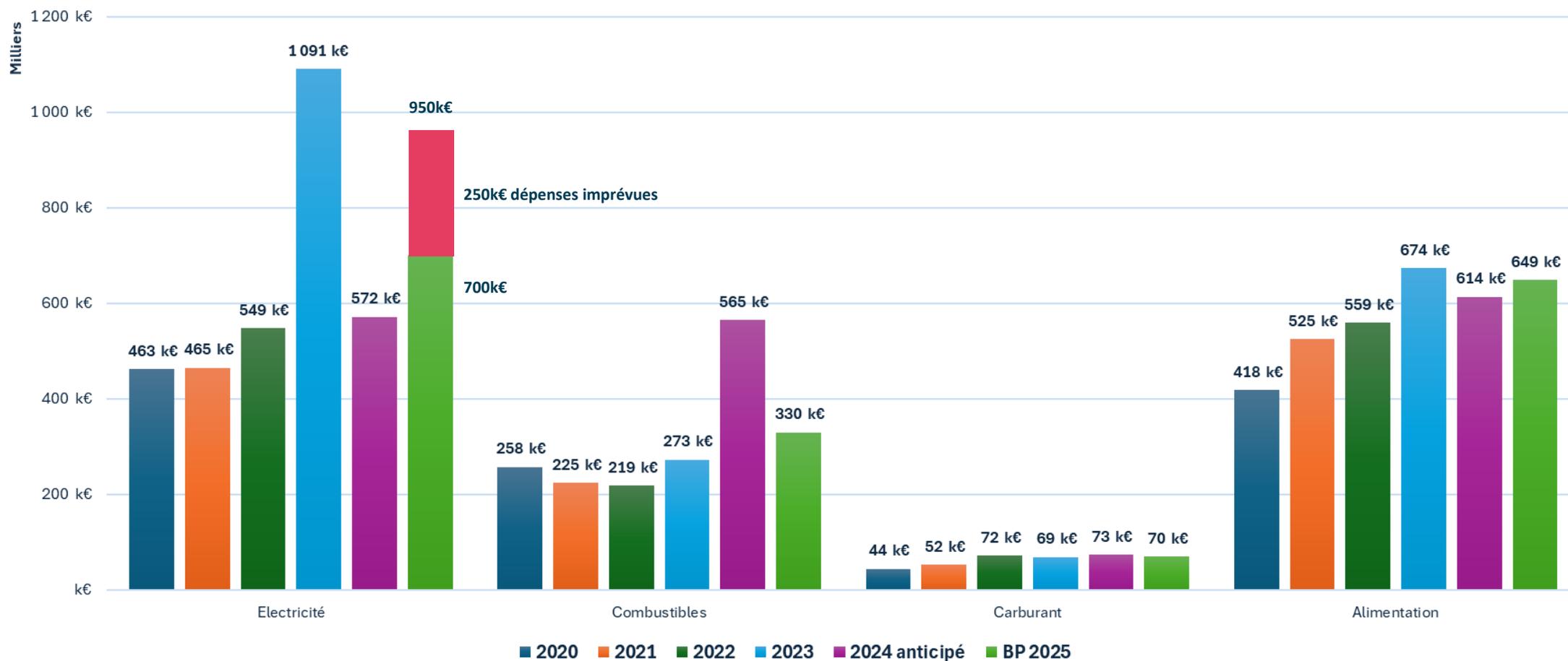
Les **charges de gestion courante** restent stables.

Les **charges financières** sont calculées en anticipant la réalisation d'un nouvel emprunt et la nécessité de rembourser des nouveaux intérêts.

Attention, à l'heure où nous rédigeons ce ROB, la clôture budgétaire est encore en cours et est susceptible de venir modifier les éléments du BP 2025

## 4.2. LES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

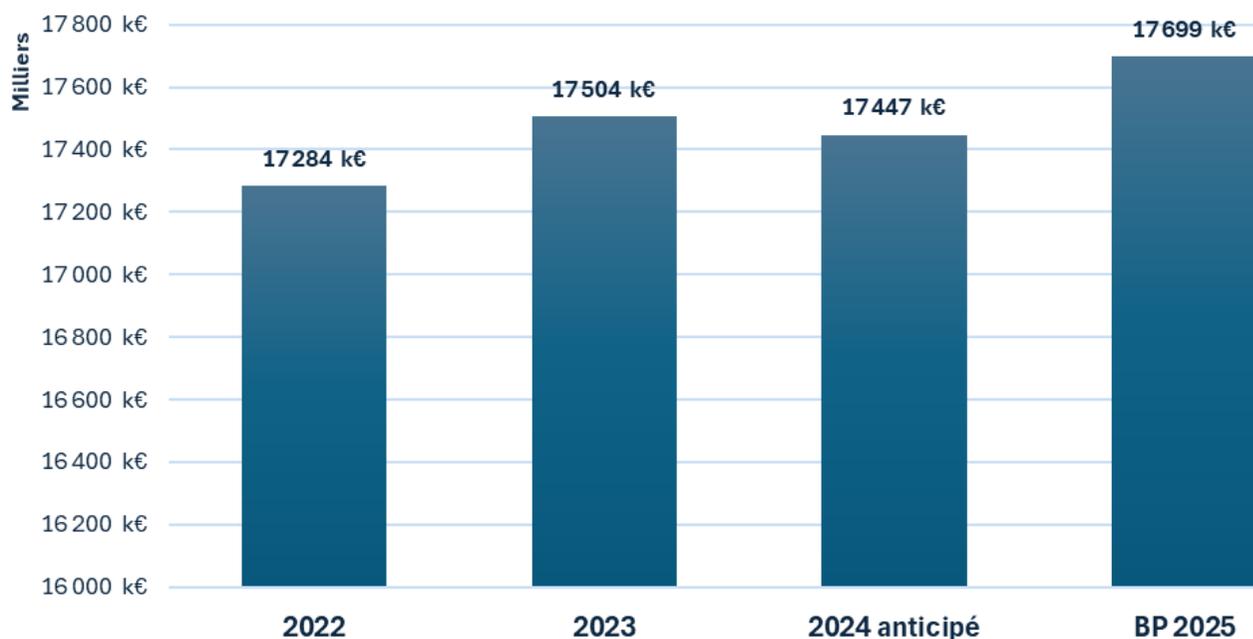
### Dépenses de fonctionnement: quelques évolutions de dépenses de charges à caractère général de Limay



## 4.2. LES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

### FOCUS PERSONNEL

#### Evolution des dépenses de personnel



Services	Temps complet	Temps non complet	Total Général
Cabinet du Maire	4		4
Commande Publique	2		2
Communication-Évènementiel	6		6
Crèche collective	23		23
Crèche familiale	17		17
Direction des finances	3		3
Direction des système informatiques	3		3
Direction générale des Services	7		7
Direction solidarité	5		5
Drh et relations sociales	8		8
Entretien/Restauration	43	38	81
Pôle éducation	74	2	76
Prévention tranquillité	8		8
Relations à l'utilisateur	14		14
Services Techniques	63		63
Vie culturelle	19	25	44
Vie sportive et associative	20	2	22
<b>Total général</b>	<b>319</b>	<b>67</b>	<b>386</b>

## 4.2. LES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

### FOCUS PERSONNEL

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, le temps de travail annuel est de 1 607 heures.

### Répartition par catégories : *Titulaires Stagiaires Contractuels*

Catégorie	Féminin	Masculin	Total général
A	18	8	26
B	30	34	64
C	196	100	296
<b>Total général</b>	<b>244</b>	<b>142</b>	<b>386</b>

Catégorie d'âge	Féminin	Masculin	Total général
25 à 29 ans	10	6	16
-25 ans	3	4	7
30 à 34 ans	19	8	27
35 à 39 ans	31	17	48
40 à 44 ans	24	27	51
45 à 49 ans	36	15	51
50 à 54 ans	43	28	71
55 à 59 ans	44	19	63
60 ans et +	34	18	52
<b>Total général</b>	<b>244</b>	<b>142</b>	<b>386</b>

### Grands volumes de la masse salariale Titulaires, stagiaires, contractuels

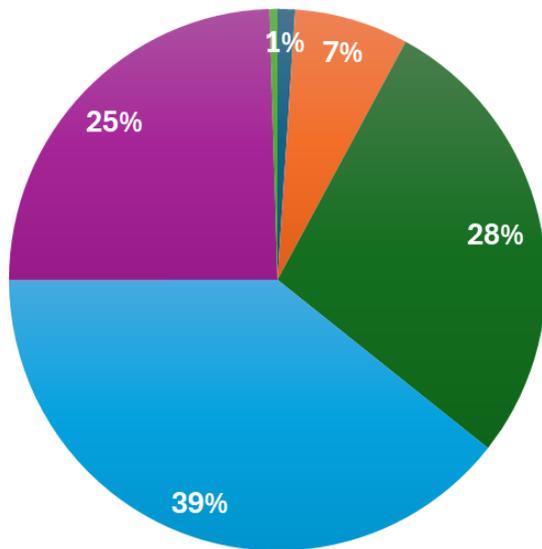
Traitement de base	N.B.I.	Régime indemnitaire	Indemnité de résidence
8 200 145	110 234	1 055 717	249 878

## 4.2. LES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

### Recettes de fonctionnement

Recettes de fonctionnement	CA 2023	BP 2024	CA 2024 anticipé	BP 2025	Taux évolution
013 - Atténuations de charges	118 296 €	421 975 €	204 120 €	280 000 €	
70 - Produits des services	1 617 358 €	2 159 344 €	1 711 783 €	1 841 503 €	
73 - Impôts et taxes sauf fiscalité locale	7 195 580 €	7 214 149 €	7 420 085 €	7 430 023 €	
731 - Fiscalité locale	10 172 338 €	10 436 270 €	10 226 778 €	10 525 000 €	
74 - Dotations et participations	6 721 306 €	6 351 317 €	7 118 139 €	6 679 753 €	
75 - Autres recettes de gestion courante	88 804 €	121 700 €	201 493 €	128 000 €	
76 - Produits financiers	254 €	290 €	348 €	250 €	
77 - Produits spécifiques	429 216 €	0 €	0 €	0 €	
<b>TOTAL</b>	<b>26 343 153 €</b>	<b>26 705 044 €</b>	<b>26 882 745 €</b>	<b>26 884 529 €</b>	<b>0,67%</b>

### Recettes de fonctionnement BP 2025



- 013 - Atténuations de charges
- 70 - Produits des services
- 73 - Impôts et taxes sauf fiscalité locale
- 731 - Fiscalité locale
- 74 - Dotations et participations
- 75 - Autres charges de gestion courante

Dans le cadre des annonces gouvernementales et de la diminution de dotation, la hausse des recettes de fonctionnement reste elle-aussi contenue: +0,67%

Le premier poste de recettes pour la commune de Limay est la **fiscalité à 39%** dont nous faisons un focus slide suivante: **10,5M€**.

Les **impôts et taxes hors fiscalité constituent 28%** des recettes de fonctionnement et composées de l'AC de GPSEO fixe depuis 2021: 4M€, le FNGIR à 2,3M€ et il est proposé de reconduire le FSRIF à la hausse en 2024: 1,0M€. Soit au total: **7,4M€**

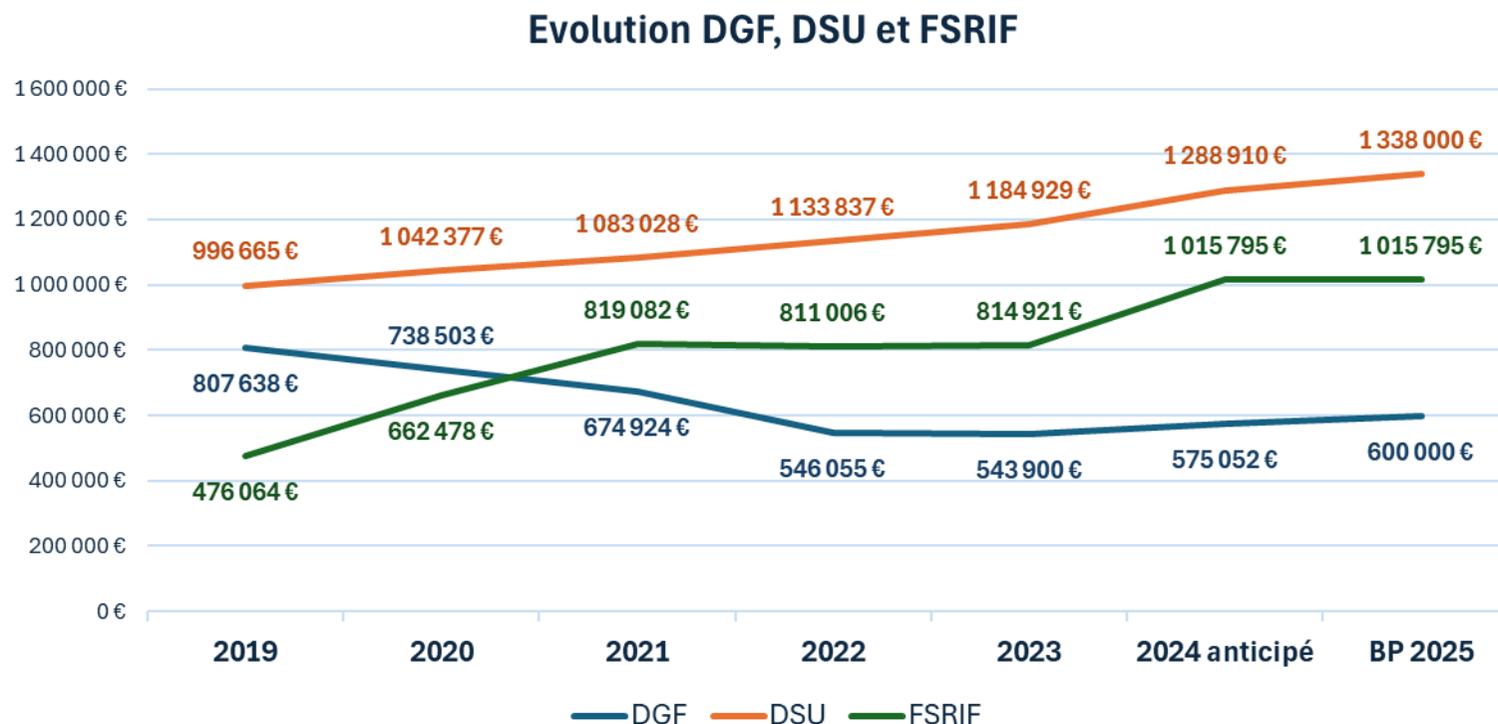
Les **dotations et participations représentent 25% des recettes de fonctionnement de Limay**.

Les **autres recettes de gestion courante sont majoritairement constituées de recettes de loyers**.

Attention, à l'heure où nous rédigeons ce ROB, la clôture budgétaire est encore en cours et est susceptible de venir modifier les éléments du BP 2025

## 4.2. LES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

### Focus Dotations et FSRIF



#### Rappel:

- **DGF:** Dotation Globale de fonctionnement
- **DSU:** Dotation de Solidarité Urbaine: L'éligibilité est liée à la strate de la commune et à son rang de classement qui dépend du potentiel financier, du revenu moyen, des bénéficiaires d'aides au logement et des logements sociaux
- **FSRIF:** Fonds de Solidarité de la Région Ile de France: Les écarts de richesse entre les communes franciliennes étant plus élevés que ceux des autres régions, le FSRIF est un fonds spécifique assurant une redistribution entre les communes de la région Ile de France par prélèvement sur les communes les plus favorisées au profit des communes les plus défavorisées.

## 4.2. LES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

### Focus Fiscalité

	2023	2024	Prévisionnel 2025
<b>Taxe d'habitation Résidences secondaire</b>			
Bases d'imposition	1 224 260 €	1 257 315 €	1 277 432 €
Taux d'imposition	11,84%	11,84%	11,84%
<b>Produit fiscal de référence</b>	<b>144 952 €</b>	<b>148 866 €</b>	<b>151 248 €</b>
<b>Taxe sur le foncier bâti</b>			
Bases d'imposition	27 139 985 €	27 872 765 €	28 318 729 €
Taux d'imposition	33,08%	33,08%	33,08%
Produit fiscal de référence	8 977 907 €	9 220 311 €	9 367 835 €
Coefficient correcteur	72 506 €	74 464 €	75 655 €
<b>Total TFB</b>	<b>9 050 413 €</b>	<b>9 294 774 €</b>	<b>9 443 491 €</b>
<b>Taxe Foncier Non Bâti</b>			
Bases d'imposition	67 483 €	69 305 €	70 414 €
Taux d'imposition	65,38%	65,38%	65,38%
<b>Produit fiscal de référence</b>	<b>44 120 €</b>	<b>45 312 €</b>	<b>46 037 €</b>
<b>Total 3 Taxes</b>	<b>9 239 486 €</b>	<b>9 488 952 €</b>	<b>9 640 775 €</b>

	2023	2024	Prévisionnel 2025
Taxe communale additionnelle aux droits de mutations	467 446 €	334 109 €	350 000 €
Taxe sur la conso finale d'électricité	416 062 €	349 274 €	380 000 €
Taxe locale sur la publicité extérieure	49 247 €	50 562 €	150 000 €

#### Commentaires:

- **Stabilité des taux de fiscalité pour 2025, application de la prévision de 1,7% des bases locatives**
- **Taxe locale sur la publicité extérieure:** le montant total à percevoir est de 100k€ annuel. Suite à des décalages de perception de la taxe, nous estimons à 150k€ la recette de 2025.

# 04

## LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

- |     |   |    |
|-----|---|----|
| 4.1 | LES PRIORITÉS DU BUDGET 2025 DANS UN CONTEXTE INCERTAIN | 30 |
| 4.2 | LES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT        | 33 |
| 4.3 | LES ORIENTATIONS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT         | 41 |
| 4.4 | ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES BUDGET SEPF                    | 45 |

## 4.3. LES ORIENTATIONS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

### Dépenses d'investissement

Attention, les montants correspondants aux restes à réaliser en investissement ne sont pas encore intégrés au BP à l'heure où nous rédigeons ce ROB.

Dépenses d'investissements	CA 2023	BP 2024	CA 2024 anticipé	BP 2025
16 - Emprunts et dettes assimilées	1 764 986 €	1 969 596 €	1 881 701 €	1 735 668 €
20 - Immobilisations incorporelles	26 158 €	1 271 153 €	202 617 €	282 520 €
204 - Subventions d'équipement versées	828 035 €	1 198 969 €	1 828 035 €	1 374 885 €
21 - Immobilisations corporelles	2 169 €	2 099 501 €	1 113 748 €	1 480 826 €
23 - Immobilisations en cours	2 434 659 €	709 581 €	249 521 €	464 000 €
27 - Autres immobilisations financières	0 €	0 €	235 000 €	900 €
Déficit investissement N-1	214 902 €	1 546 810 €	1 564 990 €	3 535 148 €
<b>TOTAL</b>	<b>5 270 909 €</b>	<b>8 795 610 €</b>	<b>7 075 612 €</b>	<b>8 873 948 €</b>

**Le montant des dépenses d'investissement prévu au BP 2025 est inférieur au BP 2024 de près de 2M€. En effet, le budget 2025 va devoir supporter le déficit reporté de la section d'investissement de 3,5M€.**

**Ainsi, hors déficit le montant d'investissement inscrit au BP 2025 s'élève à 3,6M€ au BP 2025. On constate que 3,4M€ ont été réalisés en 2024.**

En 2025, la commune de Limay va voir le capital de la dette diminuer du fait d'un report de remboursement de l'emprunt de 2024 à début 2026.

Parmi les dépenses obligatoires, nous retrouverons les 828k€ d'attributions de compensations à verser à GPSEO.

Concernant les projets d'investissements 2025:

- Poursuite du Schéma Directeur Immobilier Energétique
- Finalisation des travaux d'aménagement de la parcelle pour la Compagnie des Contraires
- Etudes groupes scolaire (programme techniques, programmes environnementales, études,...)
- P3 du marché de performance énergétique
- Acquisitions foncières (îles, Bois de Saint Sauveur)
- Pose d'un abri bus
- Achat de matériel informatique (ENI,...)
- Participation à l'opération d'aménagement du centre-ville
- Travaux dans les écoles (remplacement de portes, de baies, extension des modulaires H. Wallon,...)
- Travaux dans les complexes sportifs
- Travaux de charpente et de couverture de l'Eglise Saint Aubin
- Engagement des études et des travaux du parc Marcel Paul (NPNRU)
- Engagement du déploiement de la vidéoprotection
- Poursuite des études du futur groupe scolaire (NPNRU)
- Deuxième tranche du fonds de concours du quartier de la gare
- Acquisition de véhicules
- Modernisation de la cuisine centrale

## 4.3. LES ORIENTATIONS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

### Recettes d'investissement

Attention, les montants correspondants aux restes à réaliser en investissement ne sont pas encore intégrés au BP à l'heure ou nous rédigeons ce ROB.

Recettes réelles d'investissements	CA 2023	BP 2024	CA 2024 anticipé	BP 2025
10 - Dotations, fonds divers (FCTVA)	274 262 €	306 050 €	204 736 €	257 000 €
13 - Subventions d'investissement	37 031 €	2 220 942 €	109 222 €	871 255 €
16 - Emprunts et dettes assimilées	2 002 355 €	2 743 548 €	2 002 170 €	2 567 918 €
17 - Autres immobilisations financières	0 €	0 €	0 €	900 €
024 - Cessions des immobilisations	0 €	575 000 €	0 €	655 000 €
Excédents de fonctionnement N-1	629 901 €	1 294 724 €	1 391 114 €	2 724 690 €
<b>Total général</b>	<b>2 943 549 €</b>	<b>7 140 264 €</b>	<b>3 707 242 €</b>	<b>7 076 763 €</b>

**Le montant des recettes d'investissement prévue au BP 2025 est légèrement inférieur. Le budget 2025 va bénéficier d'un report intégral de la section de fonctionnement 2024 de 2,7M€ pour financer les investissements et notamment le déficit reporté de 2024.**

**Ainsi, hors report de l'excédent, les recettes d'investissement inscrites au BP 2024 s'élevait à 5,8M€ contre 4,4M€ au BP 2025.**

En 2025, la commune de Limay va vendre les biens et terrains suivants pour une valeur de 655 000€ :

- Terrain avenue de la Paix
- Deux parcelles rue Anatole France
- 17-19 rue nationale

L'emprunt est estimé à **2,57M€** soit environ 176k€ de moins qu'au BP 2024.

### 4.3. LES ORIENTATIONS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

	BP 2024	BP 2025
Dépenses réelles de fonctionnement	25 049 698 €	25 087 345 €
Dépenses d'ordres de fonctionnement	1 229 639 €	1 321 836 €
<b>Total</b>	<b>26 279 337 €</b>	<b>26 409 181 €</b>

Recettes réelles de fonctionnement	26 705 044 €	26 884 529 €
Recettes d'ordre de fonctionnement	1 417 679 €	1 399 004 €
<b>Total</b>	<b>28 122 723 €</b>	<b>28 283 534 €</b>

<b>Solde de fonctionnement</b>	<b>1 843 387 €</b>	<b>1 874 353 €</b>
--------------------------------	--------------------	--------------------

	BP 2024	BP 2025
Dépenses réelles d'investissement	8 795 610 €	8 873 948 €
Dépenses d'ordres d'investissement	1 417 679 €	1 399 004 €
<b>Total</b>	<b>10 213 290 €</b>	<b>10 272 952 €</b>

Recettes réelles d'investissement	7 140 264 €	7 076 763 €
Recettes d'ordre d'investissement	1 229 639 €	1 321 836 €
<b>Total</b>	<b>8 369 903 €</b>	<b>8 398 600 €</b>

<b>Solde d'investissement</b>	<b>-1 843 387 €</b>	<b>-1 874 353 €</b>
-------------------------------	---------------------	---------------------

	BP 2024	BP 2025
<b>Solde de clôture</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

Le solde de fonctionnement s'élève pour le BP 2025 à 1,87M€. Ce montant sera à virer en recette d'investissement.

Le solde d'investissement s'élève pour le BP 2025 à -1,87M€.

Le budget proposé est ainsi équilibré.

# 04

## LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

- |     |   |    |
|-----|---|----|
| 4.1 | LES PRIORITÉS DU BUDGET 2025 DANS UN CONTEXTE INCERTAIN | 30 |
| 4.2 | LES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT        | 33 |
| 4.3 | LES ORIENTATIONS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT         | 41 |
| 4.4 | ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES BUDGET SEPF                    | 45 |

### 4.3. ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES BUDGET SEPF

K€	2023	2024 PROVISOIRE
Dépenses Réelles de fonctionnement (hors charges financières et exceptionnelles)	124 k€	160 k€
Recettes Réelles de fonctionnement (hors produits de cession)	205 k€	215 k€
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>81 k€</b>	<b>55 k€</b>
<b>Charges financières</b>	<b>k€</b>	<b>k€</b>
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>81 k€</b>	<b>55 k€</b>
<b>Remboursement en capital</b>	<b>k€</b>	<b>k€</b>
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>81 k€</b>	<b>55 k€</b>
Recettes réelles d'investissement (hors emprunt)	6 k€	k€
Dépenses d'équipement	31 k€	22 k€
Emprunt nouveau	k€	k€
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>59 k€</b>	<b>28 k€</b>
Résultat reporté	186 k€	245 k€
<b>SOLDE GLOBAL DE CLOTURE</b>	<b>245 k€</b>	<b>274 k€</b>

**Le budget SEPF dégage un excédent de 274k€ en 2024.**

### 4.3. ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES BUDGET SEPF

Dépenses de fonctionnement	CA 2023	BP 2024	CA 2024 anticipé	BP 2025
011 - Charges à caractère général	23 301 €	70 900 €	49 559 €	70 500 €
012 - Charges de personnel	100 344 €	160 000 €	110 000 €	190 000 €
65 - Autres charges de gestion courantes		500 €		0 €
67 - Charges exceptionnelles		11 000 €	4 924 €	11 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>123 644 €</b>	<b>242 400 €</b>	<b>164 483 €</b>	<b>271 500 €</b>

Recettes de fonctionnement	CA 2023	BP 2024	CA 2024 anticipé	BP 2025
013 - Atténuations de charges				
70 - Produits des services	204 717 €	174 467 €	214 508 €	210 000 €
75 - Autres recettes de gestion courante	8 €			
77 - Produits spécifiques	2 916 €			
R002	182 003 €	287 031 €	237 217 €	273 714 €
<b>Total général</b>	<b>389 645 €</b>	<b>461 498 €</b>	<b>451 725 €</b>	<b>483 714 €</b>

Dépenses: Amortissements des investis	8 929 €	9 757 €	9 757 €	9 757 €
Recettes: Amortissements des subventions				
<b>Solde fonctionnement</b>	<b>257 071 €</b>	<b>209 341 €</b>	<b>277 485 €</b>	<b>202 457 €</b>

Attention, à l'heure où nous rédigeons ce ROB, la clôture budgétaire est encore en cours et est susceptible de venir modifier les éléments du BP 2025

### 4.3. ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES BUDGET SEPF

Dépenses d'investissements	CA 2023	BP 2024	CA 2024 anticipé	BP 2025
21 - Immobilisations corporelles	30 768 €	207 478 €	21 772 €	212 214 €
23 - Immobilisations en cours				
Déficit investissement N-1	15 659 €	11 620 €	11 620 €	3 771 €
<b>TOTAL</b>	<b>46 427 €</b>	<b>219 098 €</b>	<b>33 392 €</b>	<b>215 985 €</b>

Recettes réelles d'investissements	CA 2023	BP 2024	CA 2024 anticipé	BP 2025
10 - Dotations, fonds divers (FCTVA)	6 191 €			
13 - Subventions d'investissement				
Excédents de fonctionnement N-1	19 687 €		19 864 €	3 771 €
<b>Total général</b>	<b>25 878 €</b>	<b>0 €</b>	<b>19 864 €</b>	<b>3 771 €</b>

Dépenses: Amortissements des investis	0 €	0 €	0 €	0 €
Recettes: Amortissements des subventi	8 929 €	9 757 €	9 757 €	9 757 €
<b>Solde d'investissement</b>	<b>-11 620 €</b>	<b>-209 341 €</b>	<b>-3 771 €</b>	<b>-202 457 €</b>

<b>Solde de fonctionnement</b>	<b>257 071 €</b>	<b>209 341 €</b>	<b>277 485 €</b>	<b>202 457 €</b>
--------------------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

<b>Solde général</b>	<b>245 451 €</b>	<b>0 €</b>	<b>273 714 €</b>	<b>0 €</b>
----------------------	------------------	------------	------------------	------------

Attention, à l'heure où nous rédigeons ce ROB, la clôture budgétaire est encore en cours et est susceptible de venir modifier les éléments du BP 2025